

Vu l'urgence;

Attendu qu'il s'impose d'urgence que l'Exécutif flamand arrête la liste des modifications d'utilisation subordonnées à un permis, en vue de l'exécutif du décret complétant la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme du 29 mars 1962, adopté par le Conseil flamand le 28 juin 1984;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire, de la Rénovation rurale et de la Conservation de la Nature;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. Lorsque l'utilisation d'un bâtiment pour lequel est délivré un permis est modifiée, en ce qui concerne la fonction principale, de sorte que le bâtiment est affecté à un usage nouveau cette modification est censée avoir un impact important sur l'espace environnant lorsqu'il s'agit d'un bâtiment situé dans une zone d'équipement communautaire et de services publics, une zone d'habitat ou une zone de destination y assimilée et pour autant que l'usage nouveau consiste en un dancing, un dépôt de mitraille, de véhicules usagés et de déchets, une offre en vente ou en échange de biens et services dans un espace supérieur à trois cents mètres carrés. Pour ces modifications d'utilisation l'obtention préalable d'un permis s'impose en vertu des règles fixées par l'article 44, premier paragraphe, point 7, de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme du 29 mars 1962.

Art. 2. Lorsque l'utilisation d'un bâtiment pour lequel est délivré un permis est modifiée, en ce qui concerne la fonction principale, de sorte que le bâtiment est affecté à un usage nouveau, cette modification est censée avoir un impact important sur l'espace environnant lorsqu'il s'agit d'un bâtiment situé dans une zone industrielle ou une zone de destination y assimilée et pour autant que le nouvel usage consiste en l'offre en vente ou en échange de biens et services. Pour ces modifications d'utilisation l'obtention préalable d'un permis s'impose en vertu des règles fixées par l'article 44, premier paragraphe, point 7, de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme du 29 mars 1962.

Art. 3. Lorsque l'utilisation d'un bâtiment pour lequel est délivré un permis est modifiée, en ce qui concerne la fonction principale, de sorte que le bâtiment est affecté à un usage nouveau, cette modification est censée avoir un impact important sur l'espace environnant lorsqu'il s'agit d'un bâtiment situé dans une zone agricole ou une zone de destination y assimilée et pour autant que l'usage nouveau

soit d'une nature autre qu'agricole. Pour ces modifications d'utilisation l'obtention préalable d'un permis s'impose en vertu des règles fixées par l'article 44, premier paragraphe, point 7, de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme du 29 mars 1962.

Art. 4. Lorsque l'utilisation d'un bâtiment pour lequel est délivré un permis est modifiée, en ce qui concerne la fonction principale, de sorte que le bâtiment est affecté à un usage nouveau, cette modification est censée avoir un impact important sur l'espace environnant lorsqu'il s'agit d'un bâtiment situé dans une zone d'isolement, une zone d'espaces verts, une zone de parcs, une zone forestière ou une zone d'affectation y assimilée et pour autant que l'usage nouveau soit d'une nature différente de celui prévu originellement. Pour ces modifications d'utilisation l'obtention préalable d'un permis s'impose en vertu des règles fixées par l'article 44, premier paragraphe, point 7, de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme du 29 mars 1962.

Art. 5. Lorsque l'utilisation d'un bâtiment pour lequel est délivré un permis est modifiée, en ce qui concerne la fonction principale, de sorte que le bâtiment est affecté à un usage nouveau, cette modification est censée avoir un impact important sur l'espace environnant lorsqu'il s'agit d'un bâtiment situé dans une zone de loisirs ou une zone de destination y assimilée et pour autant que l'usage nouveau consiste à donner au bâtiment un caractère de résidence permanente. Pour ces modifications d'utilisation l'obtention préalable d'un permis s'impose en vertu des règles fixées par l'article 44, premier paragraphe, point 7, de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme du 29 mars 1962.

Art. 6. Lorsque l'utilisation d'un bâtiment est modifiée, en ce qui concerne la fonction principale, de sorte que le bâtiment est affecté à un usage nouveau, cette modification est censée avoir un impact important sur l'espace environnant lorsqu'il s'agit d'un bâtiment situé dans une zone d'extraction ou une zone de destination y assimilée et pour autant que l'usage nouveau consiste à en faire un dépôt de mitraille, de véhicules utilisés et de déchets. Pour ces modifications d'utilisation l'obtention préalable d'un permis s'impose en vertu des règles fixées par l'article 44, premier paragraphe, point 7, de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme du 29 mars 1962.

Art. 7. Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire, de la Rénovation rurale et de la Conservation de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 1984.

Le Président,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire, de la Rénovation rurale et de la Conservation de la Nature,
P. AKKERMANS

REGION WALLONNE

F. 84 — 1606

3 AOUT 1984

Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 29 mai 1984 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1984-1985 dans la Région wallonne

Le Ministre de Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,

Vu la loi du 28 février 1982 sur la chasse, et notamment les articles 1er et 10 modifiés par la loi du 20 juin 1963 et par l'arrêté royal du 10 juillet 1972;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et notamment l'article 6, § 1er, III, 5°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement de fonctionnement de l'Exécutif Régional Wallon, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982, fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 17 novembre 1982 et des 10 et 28 juin 1983;

Vu la concertation des Exécutifs concernés en date du 9 mai 1984 conformément à l'article 6, § 2 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que les arrêtés d'ouverture de la chasse doivent être pris avant le début de la saison de chasse;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. L'article 1er a), 2°, de l'arrêté ministériel du 29 mai 1984 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1984-1985 dans la Région wallonne est modifié comme suit :

« 2° de tirer du 15 septembre au 20 octobre inclus, des cerfs huit cors, uniquement à l'approche ou à l'affût, à l'intérieur des bois (en ce compris les fanges, les clairières, les fonds de prés et les coupe-feu) sis :

— sur tout le territoire des anciennes communes d'Eupen, Kettinis, Membach, Raeren, Rocherath et Bullange;

— sur la partie du territoire des anciennes communes de Robertville, Bütgenbach et Elsenborn, située au Nord et à l'Est de la Réserve naturelle de la Fagne wallonne, de l'ancien chemin de Calerich, du chemin allant de Sourbrodt à Clefay, de la Grande Roer, et de la limite sud du domaine militaire d'Elsenborn jusqu'à la limite de l'ancienne commune de Rocherath allant jusqu'à la limite ouest des anciennes communes de Robertville et de Bütgenbach citées ci-dessus;

— sur la partie de l'ancienne commune de Manderfeld située :

a) au nord d'une ligne formée par la route Losheim - Hülscheid - Merlscheid - Ingelmondermühle - Holzheim - Medendorf - Haus Krumpen - Amelardellerweg, ensuite le Kolvenderbach coulant vers l'aval jusqu'au coupe-feu partant vers l'Ouest, puis ce coupe-feu à partir du lieu-dit « Pflips Wiese » jusqu'à la route de Herresbach vers Wereth;

b) à l'Est de la route de Herresbach vers Wereth jusqu'à la source du Hellebach;

c) au Sud et à l'Est de la limite de l'ancienne commune de Hepenbach;

— sur la partie des communes de Saint-Hubert, Tenneville, Sainte-Ode, Nassogne, Libin, Tellin, Libramont-Chevigny à l'intérieur d'un périmètre formé par la limite des communes de Bertrix et Libin depuis le point de jonction du tracé de l'autoroute E 40, puis la limite des communes de Libin et Libramont-Chevigny, ensuite la limite des anciennes communes de Bras, Recogne et Libramont jusqu'à la N 28, la N 28 en direction de Saint-Hubert, le contournement de Saint-Hubert, par l'est, la route Saint-Hubert - Martelange, les limites des anciennes communes de Vesqueville et Lavacherie, la limite des anciennes communes de Saint-Hubert et Lavacherie, la limite de Frey méridional et Frey Royal, la Basseille, jusqu'à la barrière Jaune (pont de la Basseille) par la route de Golet à Laneuville-au-Bois et celle de Laneuville-au-Bois rejoignant la N 4 entre les BK 61 et 62, la N 4 en direction de Marche, la limite entre le Bois de la Part du Prince et le Bois des Moines, celle du Bois de Grune et du Bois des Moines jusqu'au lieu-dit : « Fontaine aux Stocks », celle des anciennes Communes de Nassogne et Tenneville jusqu'à la route en direction de Nassogne (BK 6), la route de Nassogne jusqu'à Nassogne, la route de Nassogne à Masbourg (dite du Crawé) jusqu'à la N 49 (entre BK 5 et 6), la N 49 en direction de Saint-Hubert, la route reliant la N 49 à Awenne, la route d'Awenne à Mirwart puis celle de Mirwart à la pisciculture du Vieux Moulin, une ligne reliant la pisciculture à l'extrémité méridionale de l'ancienne commune de Bure, la limite entre les anciennes communes de Bure et Tellin, la limite entre les anciennes communes de Tellin en Wavreille, la limite des anciennes communes de Resteigne et Tellin jusqu'à la jonction avec le tracé de l'E 40, le tracé de l'E 40 jusqu'au point de départ du périmètre ainsi décrit ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 août 1984.

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,

M. WATHELET

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 84 — 1606

3. AUGUST 1984. — Ministerialerlass

zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 29. Mai 1984 zur Festsetzung der Eröffnung und der Schliessung der Jagdsaison 1984-1985 in der Wallonischen Region

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1982 über die Jagd, insbesondere der Artikel 1 und 10, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Juni 1983 und den Königlichen Erlass vom 10. Juli 1972;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen; insbesondere des Artikels 6, § 1, III, Punkt 5;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, abgeändert durch die Erlasse der Exekutive vom 17. November 1982 und vom 10. und 28. Juni 1983;

Aufgrund der Absprache der betreffenden Exekutiven vom 9. Mai 1984 gemäss Artikel 6, § 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Gutachtens des Wallonischen Obersten Rates für das Jagdwesen;

Aufgrund der durch den Königlichen Erlass vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch Artikel 18 des ordentlichen Gesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

In der Erwägung, dass die Erlasse betreffende die Jagderöffnung vor Beginn der Jagdsaison erlassen werden müssen;

Aufgrund der Dringlichkeit,

beschliesst der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens :

Artikel 1. Artikel 1, a), Punkt 2, des Ministerialerlasses vom 29. Mai 1984 zur Festsetzung der Eröffnung und der Schliessung der Jagdsaison 1984-1985 in der Wallonischen Region wird wie folgt abgeändert :

« 2. vom 15. September bis zum 20. Oktober einschliesslich, Achtender, und zwar nur auf dem Pirschgang oder vom Hochsitz aus und im Innern der Wälder (sumpfiges Gelände, Lichtungen, Wiesenründe und Schneisen einbegriffen), die wie folgt liegen :

— auf dem Gesamtgebiet der früheren Gemeinden Eupen, Kettinis, Membach, Raeren, Rocherath und Büllingen;

— auf dem Teil des Gebietes der früheren Gemeinden Robertville, Bütgenbach und Elsenborn, der nördlich und östlich des Naturschutzgebietes des Wallonischen Venns, des früheren Wegs nach Callerich, des Weges von Sourbrodt nach Clefay, der Grossen Rur und der südlichen Grenze der Militärdomäne von Elsenborn bis zur Grenze der früheren Gemeinde Rocherath liegt, die bis zur westlichen Grenze der vorgenannten früheren Gemeinden Robertville und Bütgenbach verläuft;

— auf dem Teil der früheren Gemeinde Manderfeld :

a) nördlich der folgenden Linie : die Strasse Losheim - Hülscheid - Merlscheid - Ingelmondermühle - Holzheim - Medendorf - Haus Krumpen - Amelardellerweg, dann der Kolvenderbach stromabwärts bis zur Schneise in westlicher Richtung und schliesslich durch die Schneise ab der sogenannten « Pflips Wiese » bis zur Strasse von Herresbach nach Wereth;

b) östlich der Strasse von Herresbach nach Wereth bis zur Hellebachquelle;

c) zuidlich und östlich der Grenze der früheren Gemeinde Heppenbach;

— auf dem Teil der Gemeinden Saint-Hubert, Tenneville, Sainte-Ode, Nassogne, Libin, Tellin, Libramont-Chevigny, und zwar innerhalb eines Umkreises mit folgendem Verlauf: die Grenze der Gemeinden Bertrix und Libin ab der Autobahn E40, dann die Grenze der Gemeinden Libin und Libramont-Chevigny, dann die Grenze der früheren Gemeinden Bras, Recogne und Libramont bis zur Nationalstrasse N28, die N28 in Richtung Saint-Hubert, die östliche Umgehungsstrasse von Saint-Hubert, die Strasse von Saint-Hubert nach Martelange, die Grenzen der früheren Gemeinden Vesqueville und Lavacherie, die Grenze der früheren Gemeinden Saint-Hubert und Lavacherie, die Grenze von Freyr méridional und Freyr Royal, die Basseille, bis zur Barrière Jaune (Basseille-Brücke) über die Strasse von Golet nach Laneuville-au-Bois und die von Laneuville-au-Bois, die zwischen den BK61 und 62 auf die N4 stösst, die N4 in Richtung Marche, die Grenze zwischen dem Bois de la Part du Prince und dem Bois des Moines, die Grenze zwischen dem Bois de Grune und

dem Bois des Moines bis zum Ort mit dem Flurnamen « Fontaine aux Stocks », die Grenze der früheren Gemeinden Nassogne und Tenneville bis zur Strasse in Richtung Nassogne (BK6), die Strasse von Nassogne bis Nassogne, die Strasse von Nassogne nach Masbourg (mit dem Namen Crawé) bis zur Nationalstrasse N49 (zwischen BK5 und 6), die N49 in Richtung Saint-Hubert, die Strasse, die die N49 mit Awenne verbindet, die Strasse von Awenne nach Mirwart dann die von Mirwart bis zur Fischzucht Vieux Moulin, eine Linie, die die Fischzucht mit dem äussersten südlichen Punkt der früheren Gemeinde Bure verbindet, die Grenze zwischen den früheren Gemeinden Bure und Tellin, die Grenze der früheren Gemeinden Resteigne und Tellin bis zur Autobahn E40, den Verlauf der E40 bis zum Ausgangspunkt des so beschriebenen Umkreises.

Art. 2. Dieser Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Brüssel, den 3. August 1984.

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens,
M. WATHELET

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 84 — 1606

3 AUGUSTUS 1984. — Ministerieel besluit

tot wijziging van het Ministerieel besluit van 29 mei 1984 waarbij de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1984-1985 wordt bepaald

De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s, van de Ruimtelijke Ordening en het Bos,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1982, zoals zij werd gewijzigd bij de wet van 20 juni 1983, en bij koninklijk besluit van 10 juli 1972, inzonderheid de artikelen 1 en 10;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen inzonderheid op artikel 6, § 1, III, 5°;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982, houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve, inzonderheid artikel 8;

Gelet op het besluit van de Executieve van 12 maart 1982, houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers Leden van de Executieve, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 17 november 1982, en van 10 en 28 juni 1983;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de betrokken Executieven van 9 mei 1984 overeenkomstig artikel 6, § 2 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het advies van de Hoge Waalse Raad voor de Jacht;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973 inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de besluiten betreffende de opening van de jacht voor de aanvang van de jachtperiode moeten worden getroffen;

Gelet op de hoogdringendheid,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, a), 2°, van het ministerieel besluit van 29 mei 1984 betreffende de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1984-1985 in het Waalse Gewest wordt gewijzigd als volgt :

• 2. van 15 september tot en met 30 oktober, herten met acht enden te schieten alleen bij bersjacht of loerjacht, binnen de bossen (met inbegrip van de moerassige delen, de open plekken, het laaggelegen grasland en de brandlanen) gelegen :

— op gans het grondgebied der vroegere gemeenten Eupen, Kettenis, Membach, Raeren, Rocherath en Bullange;

— op het gedeelte van het grondgebied der vroegere gemeenten Robertville, Bütgenbach en Eisenborn, gelegen ten noorden en ten oosten van het natuurreservaat « Fagne wallonne », en van de vroegere weg Gallebrich, van de weg van Sourbrodt naar Clefay, van de Grote Roer en van de zuidergrens van het militair domein Eisenborn tot de grens van de vroegere gemeenten Rocherath, gaande tot aan de westergrens van de hierboven vermelde vroegere gemeenten Robertville en Bütgenbach;

— op het gedeelte van de vroegere gemeente Manderfeld gelegen :

a) ten noorden van een lijn gevormd door de weg Losheim - Hülscheid - Merlscheid - Ingelondermühle - Holzheim - Medendorf - Haus Krumpen — Amelenderweg, dan de Kolvenderbach stroomafwaarts lopende tot aan de brandlaan vertrekkend naar het westen, dan deze brandlaan vertrekkend van de plaats « Pflips Wiese » genaamd tot aan de weg van Herresbach naar Wereth;

b) ten oosten van de weg van Herresbach naar Wereth tot aan de bron van de Hellbach;

c) ten zuiden en ten oosten van de grens van de vroegere gemeente Heppenbach;

— op het deel van de gemeenten Saint-Hubert, Tenneville, Sainte-Ode, Nassogne, Libin, Tellin, Libramont-Chevigny binnen een perimeter gevormd door de grens van de gemeenten Bertrix en Libin van het verbindingspunt van de snelweg E40, dan de grens van de gemeenten Libin en Libramont-Chevigny, daarna de grens van de vroegere gemeenten Bras, Recogne en Libramont tot aan de N28 en de N28 in de richting van Saint-Hubert, de weg rond Saint-Hubert, in het oosten, de baan Saint-Hubert-Martelange, de grens van de vroegere gemeenten Vesqueville en Lavacherie, de grens van de vroegere gemeenten Saint-Hubert en Lavacherie, de zuidelijke grens van Freyr en Freyr Royal, la Basseille, tot aan de gele slagboom (brug van Basseille) door de weg van Colet naar Laneuville-au-Bois en die van Laneuville-au-Bois tot de N4 tussen de BK61 en 62, de N4 in de richting van Marche, de grens tussen het « Bois de la Part du Prince » en het « Bois des Moines » de grens van het « Bois des Grune » en het « Bois des Moines » tot aan de buurtschap « Fontaine aux Stocks », de grens van de vroegere gemeenten Nassogne en Tenneville tot de weg in de richting Nassogne (BK6), de weg van Nassogne tot Nassogne, de weg van Nassogne naar Masbourg (genaamd du Crawé) tot aan de N49 (tussen BK5 en 6), de N49 in de richting van Saint-Hubert, de baan die de N49 verbindt met Awenne, de weg van Awenne naar Mirwart vervolgens de grens van

Mirwart naar de visteelt van de Vieuw Moulin, een lijn die de visteelt verbindt met de uiterst zuidelijke grens van de vroegere gemeente Bure, de grens tussen de vroegere gemeenten Bure en Tellin, de grens tussen de vroegere gemeenten Tellin en Wavreille, de grens tussen de vroegere gemeenten Resteigne en Tellin, tot de

verbinding met de E40, en de E40 tot aan het vertrekpunt van de aldus beschreven perimeter ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 3 augustus 1984.

De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s, van de Ruimtelijke Ordening en het Bos,
M. WATHELET

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 84 — 1807

20 MARS 1984. — Arrêté de l'Exécutif

fixant le cadre du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des Conservatoires royaux de musique de Bruxelles (secteur français), Liège et Mons

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 déterminant et classant les fonctions du personnel administratif des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 déterminant et classant les fonctions du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale;

Vu l'accord de Notre Ministre-Président de l'Exécutif chargé du personnel et du budget, donné le 27 décembre 1983;

Considérant que les crédits nécessaires pour le fonctionnement de l'enseignement artistique, notamment pour la rémunération du personnel des établissements de l'Etat dans lesquels cet enseignement est donné, sont inscrits au budget de la Communauté française;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif du 28 février 1984,

Arrêtons :

Article 1er. Le cadre du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des Conservatoires royaux de musique de Bruxelles (section française), Liège et Mons est fixé comme suit :

A. Personnel administratif :

1. Conservatoire royal de musique de Bruxelles (section française)

Administrateur-secrétaire	1
Secrétaire-comptable ou premier secrétaire-comptable ..	1
Rédacteur ou premier rédacteur	2
Premier commis-chef	1
Commis ou premier commis	4
Commis-sténodactylographe ou premier commis-sténodactylographe	1
Premier surveillant en chef	1
Messenger-huissier ou surveillant ou surveillant-copiste ou surveillant en chef	0

1.1. Services communs

a) Bibliothèque.

Assistant bibliothécaire	1
Rédacteur ou premier rédacteur	1
Commis-sténodactylographe ou premier commis-sténodactylographe	1

b) Musée.

Commis-sténodactylographe ou premier commis-sténodactylographe

1

2. Conservatoire royal de musique de Liège.

Administrateur-secrétaire	1
Assistant-bibliothécaire	1
Secrétaire-comptable ou premier secrétaire-comptable ..	1
Rédacteur ou premier rédacteur	2
Premier commis-chef	1
Commis ou premier commis	3
Commis-sténodactylographe ou premier commis-sténodactylographe	2
Premier surveillant en chef	1
Surveillant ou surveillant-copiste ou surveillant en chef ..	7

3. Conservatoire royal de musique de Mons

Administrateur-secrétaire	1
Assistant-bibliothécaire	1
Secrétaire-comptable ou premier secrétaire-comptable ..	1
Rédacteur ou premier rédacteur	1
Premier commis-chef	1
Commis ou premier commis	2
Commis-sténodactylographe ou premier commis-sténodactylographe	1
Premier surveillant en chef	1
Surveillant ou surveillant-copiste ou surveillant en chef ..	4

B. Personnel de maîtrise, gens de métier et de service :

1. Conservatoire royal de musique de Bruxelles (section française)

Premier ouvrier d'entretien qualifié-chef d'équipe	1
Ouvrier qualifié ou premier ouvrier qualifié	1
Luthier-réparateur ou premier luthier-réparateur	1
Ouvrier d'entretien qualifié ou premier ouvrier d'entretien qualifié	2
Cuisinier ou premier cuisinier	1
Ouvrier d'entretien	12
Aide-cuisinier	3

1.1. Services communs

b) Musée :

Préparateur ou premier préparateur

1

2. Conservatoire royal de musique de Liège

Premier ouvrier d'entretien qualifié-chef d'équipe	1
Luthier-réparateur ou premier luthier-réparateur	1
Opérateur-technicien ou premier opérateur-technicien ..	1
Préparateur ou premier préparateur	1
Ouvrier d'entretien qualifié ou premier ouvrier d'entretien qualifié	3
Cuisinier ou premier cuisinier	1
Ouvrier d'entretien	14
Aide-cuisinier	3

3. Conservatoire royal de musique de Mons

Premier ouvrier d'entretien qualifié-chef d'équipe	1
Ouvrier d'entretien qualifié ou premier ouvrier d'entretien qualifié	1
Ouvrier d'entretien	0
Aide-cuisinier	1